

#NosIdées PourLa France

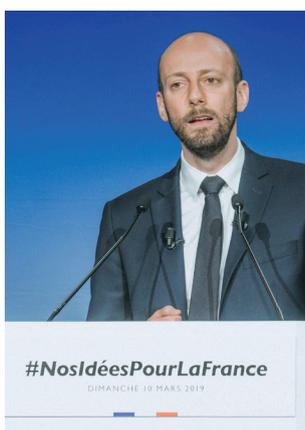
LA RÉPUBLIQUE
En Marche !

SOMMAIRE

TABLE DES MATIÈRES

ÉDITORIAL	3
1) NOS IDÉES POUR LA FRANCE	4
1 – REPRENDRE LA MAIN SUR SON DESTIN	4
1.1. CHANGER LA FABRIQUE DE LA LOI ET DES DÉCISIONS PUBLIQUES	4
1.2. SOUTENIR L'ENGAGEMENT DE CHACUN DANS L'ACTION COLLECTIVE	4
1.3. RETROUVER DES MARGES DE MANŒUVRE FINANCIÈRES	5
2 – RETROUVER CONFIANCE EN L'AVENIR	6
2.1. ABORDER SEREINEMENT LA RETRAITE	6
2.2. RÉAMÉNAGER NOS TERRITOIRES POUR LUTTER CONTRE LE DÉCLASSEMENT TERRITORIAL	6
2.3. ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE	7
3 – RÉPONDRE AU PROFOND SENTIMENT D'INJUSTICE	8
3.1. RENFORCER LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS DE DESTIN	8
3.2. FAIRE PARTAGER JUSTEMENT LES EFFORTS	8
3.3. RENFORCER L'EXEMPLARITÉ DES RESPONSABLES POLITIQUES	9
2) DISCOURS DE STANISLAS GUERINI, 10 MARS 2019 À CHARTRES	10
ANNEXE 1 : LA MÉTHODE	19
ANNEXE 2 : LISTE DES AUDITIONS	21

ÉDITORIAL



“ Mes chers amis, voici quelques propositions que notre Mouvement verse aujourd’hui au débat. Il y aurait pu en avoir beaucoup d’autres – et je n’ai livré ici que les thèmes principaux évoqués sur le terrain. Mais au-delà du fond des propositions, qui peuvent évidemment être discutées, ce qui est important, c’est le changement profond de méthode que nous devons initier.

Nous avons beaucoup réformé – il suffit de regarder le nombre de lois qui ont été votées pour s’en rendre compte. C’est aujourd’hui dans une autre phase que nous entrons, celle de la transformation. Et c’est très différent. Car la réforme peut venir d’en haut, de lois élaborées en chambre. Mais la transformation ! La transformation c’est tout autre chose. C’est un mouvement qui doit venir de la base, du plus profond du pays. Car on ne transforme jamais un peuple à son insu.

Incontestablement, il y aura un avant et un après Gilets Jaunes. Un avant et un après Grand Débat. Cela nous a montré qu’il y a un goût d’être, d’agir ensemble. Les Français aspirent davantage qu’à être des salariés et des consommateurs, des contribuables et des usagers. Ils veulent être des citoyens, et des citoyens acteurs, pas des citoyens spectateurs. C’est à dire agir. Et l’État n’a pas le monopole de la transformation. Nous pouvons y prendre une part importante.

C’est le rôle que joue notre Mouvement quand nous accompagnons 1 000 Talents dès cette année pour mener des projets de transformation du pays, quand nous nous investissons dans les quartiers à travers des programmes spécifiques, quand nous formons des citoyens pour qu’ils puissent avoir un engagement politique. La transformation est très clairement le signe sous lequel je souhaite personnellement placer mon mandat à la tête de notre Mouvement.

Alors, mes amis marcheurs, je compte sur vous. Je compte sur vous pour mobiliser nos concitoyens pour transformer notre pays. Dans les jours qui viennent, je compte sur vous pour les convaincre qu’il faut aussi transformer notre Europe.

Vive La République En Marche !

Vive la République !

Et vive la France !

Stanislas Guerini

Extrait du discours prononcé le 10 mars 2019 à Chartres

NOS IDÉES POUR LA FRANCE

I – Reprendre la main sur son destin

I.1. Changer la fabrique de la loi et des décisions publiques

“ Je suis convaincu que la réponse ce n’est pas de mettre les pouvoirs en concurrence, ou de faire vivre un mythe de la démocratie directe mais au contraire de faire en sorte que la démocratie représentative et cette démocratie délibérative, elles ne s’opposent pas, elle se nourrissent et se renforcent mutuellement ”
Stanislas Guerini, 10 mars 2019, Chartres.

Renforcer la démocratie représentative

Proposition n°1 : reconnaître le vote blanc aux élections proportionnelles et au 1er tour des élections à deux tours. Plutôt que d’obliger chacun à voter, nous souhaitons permettre à chacun d’exprimer l’insatisfaction face à l’offre politique proposée. Si le vote blanc obtient la majorité des voix au premier tour, le scrutin est annulé et donnera ainsi l’opportunité à d’autres candidats de se présenter.

Proposition n°2 : inclure une dose de proportionnelle de 15% aux élections législatives.

Proposition n°3 : instaurer le non cumul des mandats dans le temps, en limitant à 3 le nombre de mandats identiques successifs, afin d’accélérer le renouvellement des postes.

Proposition n°4 : renforcer le contrôle parlementaire en donnant davantage de temps et de moyens aux députés et sénateurs pour procéder à l’évaluation des politiques publiques.

Instaurer une démocratie délibérative

Proposition n°5 : créer une nouvelle procédure législative : la proposition de loi citoyenne. Quand un sujet mobilise plus d’un million de citoyens, à travers une pétition par exemple, des citoyens tirés au sort se réuniront pendant plusieurs semaines afin d’auditionner des experts et d’élaborer un projet de loi. Ce projet de loi sera ensuite examiné par le Parlement.

Proposition n°6 : repenser le Conseil Économique Social et Environnemental comme le lieu de cette démocratie délibérative. La composition et les attributions du CESE seront réformées en ce sens.

I.2. Soutenir l'engagement de chacun dans l'action collective

“ Permettre aux Français de reprendre en main leur destin, c'est aussi encourager leur engagement ”
Stanislas Guerini, 10 mars 2019, Chartres.

Proposition n°7 : mettre en place un congé “ vie politique ” pour toute personne candidate à un scrutin électoral, afin de permettre à tout candidat qui le souhaite de pouvoir mener une campagne électorale dans des conditions matérielles et financières satisfaisantes.

Proposition n°8 : valoriser les jeunes qui s'engagent dans le cadre du Service National Universel, en particulier en leur permettant de passer gratuitement les examens du code de la route et du permis de conduire.

I.3. Retrouver des marges de manœuvre financières

“ Emmanuel Macron a été élu sur un programme de baisse de la pression fiscale. Alors oui, je le dis simplement aujourd'hui : nous devons donc tenir notre promesse de baisser de 20 milliards d'euros les prélèvements obligatoires. ” Stanislas Guerini, 10 mars 2019, Chartres.

Proposition n°9 : supprimer la taxe d'habitation pour tous les Français et relever le barème de l'Impôt sur la Fortune Immobilière. La suppression de la taxe d'habitation ne concerne aujourd'hui que 80% des ménages alors que c'est un impôt injuste pour tous. Nous proposons de supprimer la taxe d'habitation pour toutes les résidences principales. Beaucoup de classes moyennes attendent la suppression de cet impôt qui pèse lourd dans les budgets. Pour que cette réforme soit juste et qu'elle ne bénéficie pas de façon démesurée aux plus fortunés, nous proposons de relever en même temps le barème de l'Impôt sur la Fortune Immobilière sans en accroître l'assiette.

Proposition n°10 : conditionner toute baisse supplémentaire d'impôt à une baisse de la dépense publique. Il ne peut y avoir de fuite en avant, qui léguerait à nos enfants une dette insoutenable. Nous rappelons donc l'impératif de mener à terme les chantiers de transformation que nous avons entamés, en matière de réduction d'emplois publics (avec pour objectif de réduire de 120 000 emplois publics) et de réformes structurelles (comme celle de la fonction publique), mais aussi d'efficacité et de mutualisation (comme dans le domaine de la défense). Une fois ces économies réalisées, nous pourrions alors proposer de nouvelles baisses d'impôts.

Proposition n°11 : associer les entreprises au renforcement du pouvoir d'achat. Nous proposons par exemple que les compagnies d'assurance automobile prennent en charge le coût des contre-visites de contrôle technique. Cela est possible sans hausse du coût des polices d'assurances, des économies étant réalisées par la plus grande sécurité routière.

2 – Retrouver confiance en l’avenir

2.1. Aborder sereinement la retraite

“ Répondre aux attentes des français c’est aussi répondre aux craintes qu’ils expriment quant à leur propre avenir. D’abord pour soi-même. Avec cette question fondamentale, que tant de Français se posent, “ vais-je avoir une retraite ? me suffira-t-elle pour vivre ? ” ” Stanislas Guerini, 10 mars 2019, Chartres.

Proposition n° 12 : indexer les pensions de retraites modestes sur l’inflation afin de répondre au sentiment d’injustice et d’inquiétude de millions de nos concitoyens.

Proposition n° 13 : rembourser 25% du reste à charge de toute personne vivant en EHPAD indépendamment de leur niveau de revenu. Le coût de la dépendance, supérieur à 2000€ par mois, est bien souvent insoutenable pour les personnes âgées et leurs familles. L’État rembourse déjà 25% du reste à charge sous la forme d’un crédit d’impôt qui ne bénéficie qu’aux Français redevables de l’impôt sur le revenu. Nous souhaitons étendre cette aide aux publics les plus vulnérables qui en ont le plus besoin.

Proposition n° 14 : financer ces mesures de soutien des personnes âgées (mesures 12 et 13) sans augmenter les impôts ni réduire le pouvoir d’achat des Français. Nous proposons pour cela de mettre en place une nouvelle journée de solidarité.

Proposition n° 15 : ouvrir plus largement le chantier de la prise en charge de la dépendance. D’ici 2050, la France comptera plus de 5 millions de personnes de plus de 85 ans, contre seulement 1,5 million aujourd’hui : la dépendance doit donc être considérée dans un cadre bien plus global prévoyant le financement de ce nouveau risque.

2.2. Réaménager nos territoires pour lutter contre le déclassement territorial

“ L’État doit réinvestir les territoires abandonnés. Je veux dire physiquement. ” Stanislas Guerini, 10 mars 2019, Chartres.

Réinvestir les territoires abandonnés et améliorer le service

Proposition n°16 : dans chaque intercommunalité, ouvrir un lieu dans lequel les citoyens peuvent faire toutes leurs démarches administratives, être accompagnés dans l’utilisation du numérique et bénéficier de conseils sur l’accès aux droits. Quand il n’est pas possible ou pertinent d’ouvrir une maison de service au public, un service itinérant est mis en place sur le modèle des “ bus des services au public ”, pour faire venir le service public au citoyen, et non l’inverse.

Proposition n°17 : transformer les sous-préfectures en maisons de service au public, mettre en responsabilité les sous-préfets sur la performance de ce dispositif et mieux rémunérer ces agents qui seront en première ligne pour répondre aux préoccupations concrètes de nos concitoyens.

Une nouvelle gouvernance locale

Proposition n°18 : clarifier les compétences de chaque échelon. Par exemple, la gestion des infrastructures de transports pourrait être intégralement attribuée aux régions et aux départements, et la gestion des dépenses sociales davantage gérées par l’État.

Proposition n°19 : introduire un droit à la différenciation des territoires dans la Constitution, qui permettra plus de souplesse dans l’application de certaines normes. Les solutions ne peuvent être les mêmes dans les régions étendues comme l’Occitanie ou celles qui sont plus resserrées comme les Pays-de-la-Loire.

2.3. Accélérer la transition écologique

“ Quand on évoque l’insécurité par rapport à l’avenir, on pense évidemment aussi au défi écologique : celui du changement climatique et de la biodiversité. (...) Mais nous devons le mener comme un combat de société. Ça ne peut pas être un chantier parmi d’autres, un empilement de réformes les unes à côté des autres qui ne donnent aucun sens et aucune vision. ” Stanislas Guerini, 10 mars 2019, Chartres.

Proposition n°20 : renforcer l’accompagnement de chacun citoyen dans la transition écologique, notamment en garantissant à tous les foyers modestes d’avoir accès à un véhicule sobre en location pour moins de 50 euros par mois. Dans de nombreux cas, l’achat de ces véhicules est déjà rentable, en particulier pour ceux qui roulent beaucoup. Mais la barrière à l’achat est encore souvent difficile à franchir. Il revient ainsi à l’État et aux collectivités d’abonder un système de location longue durée pour qu’il soit accessible à tous.

Proposition n°21 : changer notre manière de produire et de consommer. Il faut en finir avec l’ère du tout jetable. Nous proposons par exemple de généraliser la consigne sur les bouteilles plastiques, de mettre en place un taux réduit de TVA à 10% sur les activités de réparation et les pièces détachées et de rendre éligible au crédit d’impôt emploi à domicile les réparations à domicile d’appareils électroménagers et électriques.

Proposition n°22 : contraindre les entreprises à changer certaines pratiques, par exemple en étendant la durée minimale de garantie, en interdisant la publicité pour les automobiles qui consomment beaucoup de carburant et en inversant le logo « Stop pub » en « Oui pub » afin de limiter la distribution de prospectus publicitaires dans les boîtes aux lettres. Nous sommes convaincus qu’une trajectoire claire et un accompagnement spécifique permettront une adaptation des filières à ces mesures contraignantes.

Proposition n°23 : refuser toute nouvelle hausse de la taxation des carburants automobiles. Comme il est indispensable de mobiliser de nouvelles ressources financières pour renforcer l’accompagnement des plus modestes à la transition écologique, nous proposons d’étudier une hausse de la fiscalité carbone sur les autres usages, à condition qu’elle soit tenable (compensée par ailleurs par une baisse d’autres impôts), qu’elle soit équilibrée (en s’appliquant notamment sur le transport aérien ou maritime) et qu’elle soit juste (affectée 100% à des actions d’accompagnement des plus modestes à la transition écologique).

Proposition n°24 : ouvrir un chantier à long terme de refonte de notre pacte fiscal. L’objectif est de réduire la fiscalité sur ce qui crée de la valeur, le travail, les investissements durables, et de l’augmenter sur ce qui en détruit, les pollutions. Une telle refonte de notre pacte fiscal aura des conséquences majeures et sera pensée en cohérence avec les travaux que nous menons au niveau européen, en particulier visant à harmoniser la fiscalité des entreprises pour lutter contre l’optimisation et la concurrence fiscale.

3 – Répondre au profond sentiment d'injustice

3.1. Renforcer la lutte contre les inégalités de destin

“ Il faut aller plus loin pour aider les individus, les familles à plus vite sortir de leur condition difficile. ”
Stanislas Guerini, 10 mars 2019, Chartres.

Proposition n°25 : rendre automatique le calcul et le versement des principales aides sociales. Environ une personne sur trois ne demande pas des aides - comme le RSA - alors qu'elle y a droit, souvent par méconnaissance, parfois par crainte du regard de l'autre. Il est désormais nécessaire de simplifier l'accès à ces droits pour qu'il ne soit plus un parcours du combattant. Les droits formels deviendront enfin une réalité pour tous ceux qui y ont droit – qu'ils le sachent ou non.

3.2. Faire partager justement les efforts

“ Et on ne fait pas Nation quand des millions de personnes ont l'impression de payer leur impôt à l'euro près quand une minorité, parce qu'elle adopte les bonnes stratégies peut s'en exonérer ” Stanislas Guerini, 10 mars 2019, Chartres.

Proposition n°26 : soumettre tous les contribuables exilés dans des paradis fiscaux à l'impôt français. Le président de la République a proposé d'imposer que les grands patrons paient leurs impôts en France. Nous souhaitons aller plus loin, en faisant en sorte que les exilés dans les paradis fiscaux soient traités comme des contribuables français.

3.3. Renforcer l'exemplarité des responsables politiques

“ Le train de vie des élus est un des principaux sujets qui a émergé du Grand Débat. Continuons à lutter contre ce qui est difficile à expliquer à nos concitoyens. ” Stanislas Guerini, 10 mars 2019, Chartres.

Proposition n°27 : interdire l'exercice d'une activité professionnelle rémunérée aux parlementaires. Nous sommes convaincus que les parlementaires exercent des tâches d'une grande complexité qui impliquent un engagement permanent, et doivent donc être rémunérés en conséquence. Néanmoins, cette rémunération doit rester décente et surtout ne pas se cumuler avec d'autres : être parlementaire est un métier à plein temps.

Proposition n°28 : encadrer davantage le cumul d'une pension de retraite avec une autre rémunération publique, lorsque celle-ci est élevée.

Proposition n°29 : rendre public et accessible la structure des dons aux partis politiques afin de renforcer la transparence sur le financement des partis politiques.

DISCOURS DE STANISLAS GUERINI

10 mars 2019 à Chartres

Mes chers Amis,

Cher Guillaume Kasbarian,

Chère Clémence Rouvier,

Je n'ai pas oublié. Je n'ai pas oublié cette journée du 1er décembre dernier et je crois qu'aucun de nous ne l'a oublié. C'est le jour où le soldat inconnu a été souillé, le jour où l'Arc de Triomphe a été vandalisée, des immeubles brûlés, le jour où notre République, notre bien commun, a été attaquée.

C'est aussi le jour où, au travers des membres de notre Conseil, vous m'avez fait confiance pour diriger notre Mouvement. Pour moi, dans ma vie d'engagé, je ne dissocierais jamais ces deux événements. Parce que leur concomitance m'a tout de suite convaincu qu'il n'y avait pas d'autre priorité que de nous engager pleinement dans ce Grand Débat que venait de lancer le président de la République. Parce que c'était au fond être fidèle à cette promesse que nous avons faite depuis l'origine d'En Marche aux Français les plus éloignés de la politique et que j'avais formulé à nouveau le 1er décembre : **plus vous êtes loin de la politique, plus vous êtes importants pour nous. Plus vous êtes en difficulté, plus nous voulons trouver des solutions.**

Ce 1er décembre, nous avons ouvert ensemble un nouvel acte, **celui du retour des citoyens à politique** et c'était une immense responsabilité. Et nous avons été au rendez-vous de ce moment historique. Vous, vous êtes engagés dans le Grand Débat. En participant à des milliers de débats, en organisant, notamment les parlementaires de LaREM, nos élus locaux mais aussi parfois des marcheurs en tant que citoyens.

Mais aussi en proposant : en proposant des idées, des solutions aux problèmes que rencontrent nos concitoyens. Sur la plateforme du Grand Débat mais aussi sur l'Atelier des idées où **vous avez formulé plus de 3500 propositions** qui ont été étudiées par nos groupes de travail dont je veux remercier les membres mais aussi leurs présidentes, chère Brune, chère Bénédicte, chère Sophie, chère Marlène, qui ont travaillé activement à formuler nos idées pour la France.

Ce moment politique c'est aussi un moment où notre Mouvement fait porter la voix des marcheurs dans le débat public, formule des propositions, dit quelle direction nous voulons prendre, joue au fond son rôle d'aiguillon de la majorité. Et c'est le juste moment pour le faire. Le débat touche à sa fin, des corps intermédiaires vont se réunir la semaine prochaine, formuler des propositions. **Nous, nous apportons humblement notre pierre au débat.** Ces propositions qui ont été formulées devant vous, nombreuses, elles vont vivre, certaines feront consensus, d'autres susciteront le débat, nous continuerons de les travailler avec notre groupe parlementaire dès la semaine prochaine.

Mais d'ores et déjà, de ces millions de conversations, ces milliers de réunions, qu'avons-nous entendu ? **D'abord que les Français ont le sentiment de ne plus maîtriser leur destin, d'avoir perdu la main.** Nous savons que la génération des Trente Glorieuses a vécu dans la croyance que le progrès serait illimité : progrès de la science, de la technologie, du pouvoir d'achat, des infrastructures, et que, à un moment ou à un autre, tout cela bénéficierait à soi-même, peut-être à ses enfants.

Mais aujourd'hui... Aujourd'hui, le déclassement de certains territoires, la crise écologique, des décennies de chômage de masse, la dépendance... tout cela obscurcit notre avenir et vient toucher ce qui nous est le plus cher : nos familles, nos enfants, nos aînés, nos lieux de vie.

Trop de Français se sentent atteint dans leur quotidien, celui qui tient sur l'équilibre précaire, sur les quelques dizaines d'euros qui font basculer le mois dans le rouge, qui donne ce sentiment d'étranglement. De subir en réalité. Les prix qui augmentent, les impôts qui tombent mais aussi le contrôle technique que l'on avait pas prévu, le pare-brise qui se fissure. Et sur toutes les décisions qui affectent leur quotidien, ils nous disent aussi qu'ils ont perdu la main. **Que choisir un programme électoral une fois tous les cinq ans, dans un monde où tout s'accélère, ce n'est plus suffisant.** Ces millions de français de qui ont participé au Grand Débat, d'une manière ou d'une autre, ils ont démontré leur volonté de participer. Dans tous les grands débats auxquels j'ai pu participer, à Carcassonne, à Besançon, à Saint-Désert, à Coutances... je n'ai pas vu des français égoïstes ou résignés, comme on les décrit parfois, **j'ai vu des français qui formulaient des propositions, qui avaient le goût de se parler, qui disaient parfois en sortant des débats " pourquoi est-ce qu'on n'a pas fait ça avant. "**

Ce qu'ils ont exprimé aussi, dans tous ces grands débats, c'est leur profond sentiment d'injustice. Je parle d'injustice plutôt que d'inégalité, et c'est à dessein : car ce qu'on a entendu, c'est qu'il y en a marre que les efforts ne permettent plus de s'en sortir, et que le travail ne permette plus toujours de vivre dignement. Ce qui nourrit le ressentiment le plus profond, la colère la plus violente, ce n'est pas de voir les autres s'en sortir – je ne crois pas que les Français aient cet égoïsme. Mais c'est de constater que quels que soient les efforts consentis, on n'arrive plus, soi-même, à s'en sortir.

C'est à ces enseignements que nous avons essayé de répondre, **en proposant des transformations pour continuer à changer la vie des Français**. Certaines sont des chantiers de long terme, d'autres des idées du quotidien, que nous n'aurions pas eu sans vos apports. Et je veux ici en reprendre quelques-unes et les mettre en perspective.

Parce que les transformations que nous voulons proposer passent par trois grands chantiers :

Le premier, **c'est de permettre aux Français de reprendre leur destin en main ; de les remettre au cœur de notre démocratie ;**

Le deuxième, c'est de **répondre aux inquiétudes profondes qu'ils ont exprimé face à l'avenir**, de rebâtir un agenda positif du changement ;

Le troisième, c'est de **lutter contre ce sentiment d'injustice qui ronge notre pays**.

Oui, nous voulons d'abord **permettre aux Français de reprendre leur destin en main**.

D'abord leur destin politique – Je crois que c'est par là que tout doit commencer, c'est la première réponse que nous devons apporter car ça sera aussi la plus pérenne, celle qui démontrera que notre pays n'a, en effet, pas repris le " cours normal de son existence ". Parce que, malgré le vent de renouveau que nous avons fait souffler sur l'Assemblée nationale en grande partie grâce à vous tous, **trop de Français continuent encore de se sentir insuffisamment représentés par leurs élus**. Et c'est pour cela que nous souhaitons déjà introduire une dose de proportionnelle et de limiter le cumul des mandats dans le temps. Pour cela aussi que nous proposons aujourd'hui que le vote blanc soit pris en compte. Je crois que c'est une attente forte des Français. Mais améliorer notre démocratie représentative c'est aussi améliorer son efficacité. Ce que nous vivons c'est une crise des résultats. Alors redoublons d'efforts, et donnons enfin, pour de bon, plus de moyens d'évaluations au Parlement. La sortie du Grand Débat ça ne peut pas être l'effacement du Parlement, la disparition de la Démocratie représentative. Elle doit en sortir renforcée.

Mais il faut lui redonner de l'oxygène. Et reconnaissons-le, notre démocratie est inachevée parce que les citoyens ne sont pas assez associés à l'élaboration de la loi. Vous le savez, je ne suis pas un partisan du Référendum d'Initiative Citoyenne. Le RIC, c'est une sorte roulette russe de la démocratie. **Avec le RIC, les politiques seraient en campagne perpétuelle au lieu de travailler pour les Français**. Et ils n'auraient plus à être tenus responsables de leurs actes, puisqu'ils ne vivraient plus que de promesses. En revanche, il y a urgence à trouver des moyens pour que les citoyens puissent être davantage partie prenante de la vie publique.

C'est pour cela que **nous proposons d'instaurer ces propositions de lois d'initiative citoyenne. Dès qu'un sujet mobilise plus d'un million de citoyens, une conférence de consensus composée de citoyens tirés au sort pourrait se réunir pendant plusieurs semaines et auditionner des experts, afin d'élaborer un projet de loi qui serait ensuite examiné par le Parlement.** C'est cela la démocratie délibérative, elle pourra vivre davantage au Conseil Économique Social et Environnemental qui doit être repensé véritablement comme l'espace de cette démocratie délibérative. Je suis convaincu que la réponse ce n'est pas de mettre les pouvoirs en concurrence, ou de faire vivre un mythe de la Démocratie directe mais au contraire de faire en sorte que la démocratie représentative et cette démocratie délibérative, elles ne s'opposent pas, elle se nourrissent et se renforcent mutuellement.

Permettre aux Français de reprendre en main leur destin, c'est aussi **encourager leur engagement.** Je tiens à saluer Gabriel ATTAL qui met tout son talent au service de cette grande cause qu'est le Service National Universel (SNU). Du SNU, on nous avait dit : " cela ne se fera jamais, trop cher, vous vous heurterez à toutes les résistances. " Aujourd'hui, ce beau projet républicain est en marche. Et l'on a d'ailleurs proposé que le permis de conduire, ce sésame de la mobilité, soit payé par l'Etat pour tous les jeunes qui s'engagent dans un SNU de quelques mois. **Il faut récompenser les jeunes qui s'engagent car les Français ont toujours été un peuple d'engagés.** Oui, d'engagés. Aidons notamment notamment ceux qui veulent faire le choix de l'engagement politique. Je propose aussi que soit créé un " congé vie politique ", que l'on puisse faire le choix d'utiliser son droit à la formation, pour permettre de se consacrer à une campagne électorale. On peut ne pas partager les idées des Gilets Jaunes. Mais qu'ils renoncent à se présenter à une élection, à défendre leurs idées parce qu'ils n'en ont pas les moyens, c'est injuste. La République En Marche s'opposera toujours à tout ce qui pourrait rappeler le suffrage censitaire.

Mais, mes amis, permettre aux Français de reprendre en main leur destin, c'est aussi bien sûr desserrer l'étau financier qui trop souvent les entrave, les étouffe. **Combien de français ont exprimé la même chose, débat après débat, " je bosse et je ne m'en sors pas ". Cela dit quelque chose : c'est que le travail ne paie pas assez.** Et toute la politique mise en œuvre depuis près de deux ans vise à inverser cette tendance, y compris bien sûr les 10 milliards d'euros annoncés par le Président de la République pour la revalorisation de la prime d'activité ou la défiscalisation des heures supplémentaires. Quand il y a ce mois-ci plus d'un million de personnes qui touchent la prime d'activité par rapport à décembre, je crois que c'est dans ce sens que nous allons.

Cela dit aussi que les prix, les charges fixes, sont souvent trop élevées. Ce sont les frais de chauffage, les frais d'essence bien sûr. Ce sont aussi ces frais qui peuvent sembler anodins à certains mais qui, quand on est à dix euros près, sont loin de l'être : je mentionnais tout à l'heure le coût des contrôles techniques et en particulier des contre-visites. Pourquoi ne pas les faire prendre en charge par les assureurs, qui vont bénéficier de la baisse de la mortalité routière ? C'est une idée que nous mettons sur la table, elle devra susciter de la concertation mais ce sont aussi ces idées concrètes qu'attendent nos concitoyens.

Et puis cela dit aussi que les Français paient trop d'impôts.

Emmanuel Macron a été élu sur un programme de baisse de la pression fiscale. Alors oui, je le dis simplement aujourd'hui : **nous devons donc tenir notre promesse de baisser de 20 milliards d'euros les prélèvements obligatoires.** Mais, nous devons aller au-delà programme présidentiel en supprimant pour tous la taxe d'habitation, parce qu'un impôt mauvais pour 80% des ménages, l'est pour les 20% restants. Beaucoup de classes moyennes attendent la suppression de cet impôt qui pèse lourd dans les budgets. Mais, notre " en même temps ", c'est de prendre aussi en compte que les plus grandes fortunes, en tireront aussi un avantage et c'est la raison pour laquelle **j'ai voulu que nous formulions cette proposition d'augmentation de l'Impôt sur la fortune immobilière (IFI) destiné à faire contribuer les plus gros patrimoines immobiliers.**

Mais si nous voulons continuer, et même accélérer les baisses d'impôts ne perdons pas de vue cette vérité simple qu'il n'y a pas de finance magique. Et que baisser les impôts, cela veut dire baisser la dépense publique et donc réformer l'Etat.

Je vous le disais, répondre aux attentes des français c'est aussi répondre aux craintes qu'ils expriment quant à leur propre avenir.

D'abord pour soi-même. Avec cette question fondamentale, que tant de Français se posent, " vais-je avoir une retraite ? me suffira-t-elle pour vivre ? " Sur ce sujet, Jean-Paul DELEVOYE déploie un travail remarquable pour construire ce système de retraites universel promis par le Président de la République. Notre mouvement se mobilisera pour l'accompagner. A court terme, je crois qu'on doit entendre aussi l'inquiétude forte qui s'est exprimée chez les retraités. Nous leur avons demandé des efforts avec la CSG. Ils étaient faits, là encore pour favoriser davantage le travail, et le gouvernement a fait un geste considérable en relevant le plafond d'exonération de la hausse. Un grand nombre de retraités recevront prochainement un chèque qui traduira de façon très concrète cette décision. Mais ce que j'ai le plus entendu pendant les débats, et pour tout dire, ce à quoi j'avais le plus de mal à apporter une réponse, autre que budgétaire, c'est le sentiment d'injustice lié à la sous indexation des retraites. Oh ne rougissons pas trop, les autres avaient fait pire, c'était bien souvent gelé. Mais oui, **je crois vraiment qu'il faut revenir sur la sous-indexation des pensions pour les retraités modestes. Pour ceux- là, les retraites doivent augmenter en même temps que l'inflation.**

Sinon nous continuerons d'accentuer les difficultés venues de décennies d'inaction sur le sujet. Parce que la place en maison de retraite coûte 2000 euros par mois quand la retraite moyenne s'établit à 1200 euros, et ça met des millions de personnes en souffrance et en difficulté. Cela ce ne peut être notre France ! Notre mouvement doit donc se saisir de ce chantier et formuler des propositions : vous avez évoqué tout à l'heure le fait de généraliser la prise en charge par l'Etat de 25% du coût de prise en charge des personnes en EPHAD en transformant une réduction d'impôt en crédit d'impôt. C'est une piste qui me semble

mériter d'être creusée. Mais parce que ces propositions ont un coût, il faudra bien sûr trouver des financements. Ils ne pourront pas consister à taxer le travail davantage, c'est le contraire de ce que nous faisons. Mais pourquoi ne pas envisager de travailler un jour supplémentaire. Je n'y suis pas défavorable si c'est pour aider davantage nos aînés.

L'insécurité par rapport à l'avenir, c'est ensuite le déclassement territorial, ce sentiment d'isolement qui monte en vous quand, dans la commune où vous habitez depuis toujours, les commerces disparaissent peu à peu, les services publics partent, les maternités ferment, alors que l'offre de transports en commun demeure inexistante et que le prix des carburants s'envole. Et lorsque l'on s'est endetté pour 20, 25 ou 30 ans, pour acheter son logement, l'angoisse, évidemment, est encore plus forte. **L'État doit réinvestir les territoires abandonnés. Je veux dire physiquement.**

C'est pourquoi nous proposons que dans chaque intercommunalité, il y ait un lieu dans lequel les citoyens puissent faire toutes leurs démarches administratives, soient accompagnés dans l'utilisation du numérique et puissent bénéficier de conseils sur l'accès aux droits. Et là où nous ne pouvons pas ouvrir une nouvelle maison de service au public, renversons la logique et faisons venir les services publics aux citoyens, par exemple avec des bus itinérants, comme cela a déjà été initié. Mais nous devons aussi faire davantage confiance à l'intelligence des territoires et initier une nouvelle forme de décentralisation. Mais la vraie décentralisation ! Pas ce qu'on a fait par le passé : l'Etat donne des compétences, mais conserve des fonctionnaires, exerce son contrôle. Et parce que les politiques publiques, les solutions ne peuvent être les mêmes dans les régions étendues comme l'Occitanie ou celles qui sont plus resserrées comme les Pays-de-la-Loire, nous devons introduire le droit à la différenciation dans la Constitution.

Clarifions le jeu avec les collectivités, certaines compétences nécessitent d'être davantage décentralisées, les compétences liées aux infrastructures de transports par exemple, d'autres, dans le champ social par exemple, dans le champ du handicap, nécessitent au contraire plus de cohérence, dans une logique de contractualisation claire avec les collectivités. Nous l'avons initié dans la stratégie de lutte contre la pauvreté pour sortir des situations où les bénéficiaires du RSA sont accompagnés à 30% dans certains départements et à 80% dans d'autres. En réalité, ce Grand Débat a permis de clarifier beaucoup de choses dans ce que ce gouvernement a déjà mis en place pour et avec les territoires mais, vous le voyez, nous devons aller plus loin. Quand on évoque l'insécurité par rapport à l'avenir, on pense évidemment aussi au défi écologique : celui du changement climatique et de la biodiversité.

J'étais hier en Suède pour rencontrer des formations progressistes et le nom de Greta Thunberg était dans toutes les conversations. C'est le nom de cette jeune suédoise de 16 ans qui a prononcé un plaidoyer remarqué pour le climat à la COP24. Elle a entraîné dans son sillage une mobilisation sans précédent de la jeunesse pour le climat. Ce combat est le nôtre.

Mais nous devons le mener comme un combat de société. Ça ne peut pas être un chantier parmi d'autres, un empilement de réformes les unes à côté des autres qui ne donnent aucun sens et aucune vision. On doit d'abord montrer que le projet de société que l'on propose mérite de s'engager, que le monde qui est à notre portée de main c'est une chance ! **La chance de gagner notre souveraineté et de ne plus dépendre demain des importations de pétrole du Golfe ou de gaz de Russie.**

La chance, pour les Français, d'une meilleure santé parce que les produits qu'ils consommeront ne comporteront plus de perturbateurs endocriniens dangereux, parce que l'air sera moins pollué. Et puis la transition écologique ce sont des factures de chauffage, d'eau, de carburant qui s'allègent et plus de fonds disponibles pour l'éducation, pour la culture, pour d'autres projets. C'est enfin plus d'emplois, car pour réduire l'empreinte carbone de la France, il faut réindustrialiser le pays pour réduire les émissions importées.

Pour réussir cette transition écologique, il faut transformer progressivement nos entreprises, la loi Pacte a permis des évolutions considérables en la matière. Je crois qu'il faut continuer à aller plus loin encore. Nous proposons d'ouvrir un chantier ambitieux de refonte globale du pacte fiscal qui réduira la fiscalité sur ce qui crée de la valeur, le travail, les investissements durables, et l'augmentera sur ce qui en détruit, les pollutions. Il sera mené en associant largement entreprises, citoyens et experts. Ça ne pourra pas s'écrire sur le coin d'une table et ça ne pourra se faire qu'au niveau européen avec une lisibilité que réclament nos entreprises mais c'est notre rôle de notre Mouvement d'engager ces réflexions et dynamiques.

Mais pour accélérer et changer d'échelle, il faut aussi " embarquer " les citoyens dans l'action. Il ne suffit pas de condamner l'inaction des autres et du Gouvernement. Chacun doit agir dans son quotidien, et les débats doivent porter sur les mesures concrètes, le " comment ", au lieu de ne parler que des objectifs.

Cette mutation de société ne se fera que si on sait emmener les citoyens dans cette transition écologique. On a évidemment compris que l'accompagnement social devait être au cœur de tout. Nous préconisons donc de pousser des mesures beaucoup plus concrètes.

Nous devons changer nos manières de produire et de consommer. L'ère du tout jetable, de l'obsolescence programmée, c'est fini ! Beaucoup de propositions ont été faites tout à l'heure : allonger les durées minimales de garantie des produits, réapprendre à réparer, à changer des pièces, généraliser la consigne sur les bouteilles plastiques, de mettre en place une TVA à 10% pour les pièces détachées, de rendre éligible au crédit d'impôt emploi à domicile les réparations à domicile d'appareils électroménagers et électriques.

Il faudra être particulièrement concret aussi en matière d'aide à la mobilité. C'est pour cela que nous proposons que L'Etat et les collectivités puissent être capables de proposer des voitures faibles émissions à moins de 50€ par mois en location longue durée, pour avoir des voitures de qualité sans recourir à un emprunt. Ça c'est concret, ça c'est accessible ! Et pour le symbole, qui a toujours une importance, pourquoi ne pas interdire

la publicité pour les véhicules les plus polluants. Si nous sommes vraiment volontaristes, concrets, ambitieux sur l'accompagnement de la transition alors on peut reposer la question de la taxe carbone. Elle n'est pas un tabou. Mais elle ne doit pas manquer sa cible. Je pense que c'est inenvisageable de l'augmenter aujourd'hui sur les carburants des voitures dont les cours font que les prix à la pompe sont déjà très chers. Mais pour financer les mesures d'accompagnement des Français, il faut trouver des ressources financières nouvelles. Pourquoi ne pas préserver le principe d'une hausse de la taxe carbone sur tous les autres usages, qui s'appliquerait notamment au transport aérien et maritime, action que nous devons porter au niveau européen et à condition qu'elle soit 100% affectée à la transition écologique ? En d'autres termes, elle doit être ciblée, elle doit être partagée et elle doit être juste et transparente. C'est la condition pour rebâtir cet agenda positif du changement que j'évoquais.

J'en viens enfin au profond sentiment d'injustice que j'évoquais en démarrant mon propos. Qu'il soit si puissant en France relève d'une certaine manière du paradoxe. Notre pays est en effet l'un de ceux qui, dans le monde corrige le plus les inégalités. Mais en réalité, ce n'est pas si paradoxal.

Parce que ce sentiment d'injustice il repose sur notre échec en matière de mobilité sociale. Nous l'avons tous en tête, quand il faut 6 générations à une famille pour sortir de la pauvreté, cela signe de façon terrible notre échec. Et c'est notre lutte prioritaire depuis le premier jour de notre mouvement. Je ne reprendrai pas ici toutes les actions que nous menons à l'école, dans la santé, dans la formation professionnelle... pour remettre de la mobilité.

Mais il faut aller plus loin pour aider les individus, les familles à plus vite sortir de leur condition difficile. C'est pour cela que je suis convaincu que le chantier de lutte contre les non-recours aux droits doit être un chantier absolument prioritaire. Le chantier des aides automatiquement versées à leur bénéficiaire a été ouvert mais on doit l'élever en véritable priorité nationale. Une grande part de la réponse se trouve là, dans une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de services publics.

Mais lutter contre le sentiment d'injustice c'est aussi une question de symboles. Les symboles, c'est ce qui permet de tenir la société, de faire Nation. Et on ne fait pas Nation quand des millions de personnes ont l'impression de payer leur impôt à l'euro près quand une minorité, parce qu'elle adopte les bonnes stratégies peut s'en exonérer. On ne fait pas Nation quand le travailleur qui fait son plein paie des taxes sur le carburant et que ceux qui prennent l'avion régulièrement ne le font pas. Le Président de la République a proposé d'imposer que les grands patrons paient leurs impôts en France. Allons plus loin, en faisant en sorte que les exilés dans les paradis fiscaux soient traités comme des contribuables français.

Et puis les élus. Ne nous cachons pas : leur train de vie est un des principaux sujets qui a émergé du Grand Débat. Souvent à tort ! Car les différentes lois qui se sont succédé depuis quelques années ont largement encadré les indemnités, les avantages. Combien de fois avons-nous rappelé que sur les 600 000 élus dans notre pays, 400 000 étaient bénévoles. Mais continuons à lutter contre ce qui est difficile à expliquer à nos concitoyens.

C'est pour cela que nous avons mis sur la table la proposition d'interdire le cumul entre un mandat parlementaire et un emploi rémunéré, en allant plus loin sur le cumul dans le temps parce que la politique ne doit pas être une profession réglementée, en plafonnant plus strictement le cumul d'un emploi et d'une retraite, quand elle est élevée. En renforçant la transparence sur le financement des partis politiques. Pourquoi ne pas imposer que la structure des dons aux partis soient publiés ? Nous y sommes prêts.

Mes chers amis, voici donc quelques propositions que notre mouvement verse aujourd'hui au débat. Il y aurait pu en avoir beaucoup d'autres – et je n'ai livré ici que les thèmes principaux évoqués sur le terrain. Mais au-delà du fond des propositions, qui peuvent évidemment être discutées, ce qui est important, c'est le changement profond de méthode que nous devons initier.

Nous avons beaucoup réformé – il suffit de regarder le nombre de lois qui ont été votées pour s'en rendre compte. **C'est aujourd'hui dans une autre phase que nous entrons, celle de la transformation.** Et c'est très différent. Car la réforme peut venir d'en haut, de lois élaborées en chambre. Mais la transformation ! La transformation c'est tout autre chose. C'est un mouvement qui doit venir de la base, du plus profond du pays. Car on ne transforme jamais un peuple à son insu.

Incontestablement, il y aura un avant et un après Gilets Jaunes. Un avant et un après Grand Débat. Cela nous a montré qu'il y a un goût d'être, d'agir ensemble. Les Français aspirent davantage qu'à être des salariés et des consommateurs, des contribuables et des usagers. Ils veulent être des citoyens, et des citoyens acteurs, pas des citoyens spectateurs. C'est à dire agir. Et l'État n'a pas le monopole de la transformation. Nous pouvons y prendre une part importante.

C'est le rôle que joue notre Mouvement quand nous accompagnons 1000 Talents dès cette année pour mener des projets de transformation du pays, quand nous nous investissons dans les quartiers à travers des programmes spécifiques, quand nous formons des citoyens pour qu'ils puissent avoir un engagement politique. La transformation est très clairement le signe sous lequel je souhaite personnellement placer mon mandat à la tête de notre mouvement.

Alors, mes amis marcheurs, je compte sur vous. Je compte sur vous pour mobiliser nos concitoyens pour transformer notre pays. Dans les jours qui viennent, je compte sur vous pour les convaincre qu'il faut aussi transformer notre Europe.

Vive La République En Marche !

Vive la République !

Et vive la France !

Stanislas Guerini

ANNEXE 1 : LA MÉTHODE

4 groupes de travail

50 auditions

3 500 propositions des marcheurs

La République En Marche est née de la promesse de remettre les citoyens au cœur de la vie politique. Depuis les élections de 2017, ce sont plus de 100 000 contributions de marcheurs qui ont été recueillies dans le cadre de nos consultations (sur le logement, l'égalité entre les femmes et les hommes, la formation professionnelle, l'apprentissage, l'Outre-mer ou encore l'Europe), grâce auxquelles nous avons pu participer directement à la transformation du pays. Depuis le départ, notre rôle est de veiller à ce que, à chaque instant, l'action politique soit proche des réalités et des préoccupations des Françaises et des Français.

Au cœur du Grand Débat National, Stanislas Guerini, Délégué Général de La République En Marche, a souhaité initier une grande mobilisation de nos adhérents et de la société civile, dans le but d'identifier des solutions répondant aux préoccupations concernant le pouvoir d'achat, l'urgence environnementale, l'accès aux services publics, la représentation politique, l'accompagnement social ...

Le Mouvement s'est ainsi appuyé sur quatre groupes de travail thématiques rassemblant parlementaires, élus locaux, référents, animateurs locaux, adhérents, membres des Jeunes avec Macron etc. Coordonnés par Brune Poirson (transition écologique), Marlène Schiappa (démocratie et citoyenneté), Bénédicte Peyrol (fiscalité et dépenses publiques) et Sophie Errante (organisation de l'État et services publics), ces groupes ont été chargés de construire cette contribution politique au Grand Débat.

Ce travail ne s'est pas fait en chambre. Il s'est appuyé sur les contributions des adhérents, déposées sur l'Atelier des idées, l'outil d'intelligence collective de La République En Marche. Les marcheurs ont ainsi soumis plus de 3 500 propositions, qui ont été commentées, enrichies et votées par toute la communauté. Ces propositions, souvent très détaillées, ont servi de socle de réflexion, permis de questionner nos idées reçues et fait émerger des solutions concrètes que le Mouvement soutient désormais.

De manière complémentaire, les groupes de travail ont également menés plus de 50 auditions de personnalités qualifiées pour échanger avec des élus, des chercheurs, des groupes de réflexion, des syndicats etc.

Face à ces questionnements, nous l'avons vu : les Françaises, les Français ainsi que les corps intermédiaires ne manquent pas d'idées ! Nous y présentons des mesures tant structurelles que du quotidien, et souhaitons que les propositions présentées ici irriguent l'action tant gouvernementale que législative dans les années à venir.

FONCTIONNEMENT DE L'ATELIER DES IDÉES

A l'occasion du Grand Débat National, LaREM a lancé "l'Atelier des idées", un outil open source innovant d'intelligence collective pour permettre aux marcheurs d'élaborer ensemble des propositions de politiques publiques nationales ou européennes. Cet outil se veut exigeant, collaboratif, et transparent.

L'Atelier des Idées propose un cadre structuré de réflexion afin de créer des idées ancrées dans la réalité, détaillées, prêtes à être utilisées. Il propose de distinguer le constat de départ de la réponse concrète apportée et offre la possibilité de préciser les implications budgétaires, juridiques, environnementales ou en matière d'égalité femmes/hommes.

Une fois publiée sur la plateforme, la proposition est amenée à être complétée de manière collaborative puis votée par les marcheurs, en distinguant s'ils (elles) la soutient car elle leur apparaît comme "essentielle", "réaliste" ou "innovante" (ou une combinaison de ces critères).

Si seuls les adhérents peuvent proposer ou contribuer à l'écriture d'une idée, tous les contenus sont publics.

Le succès de l'Atelier des Idées dans le cadre du Grand Débat National - près de 3 500 propositions postées, montre la vivacité et l'envie de participer des marcheurs. Cet outil sera donc pérennisé au-delà du Grand Débat et alimentera la production d'idées du Mouvement de manière pérenne.

ANNEXE 2 : LISTE DES AUDITIONS

Nom	Prénom	Qualité
<i>Alami</i>	<i>Sadia</i>	Présidente de la Maison des Citoyens de Rennes.
<i>Alapetite</i>	<i>Mathieu</i>	Directeur de la communication de la société Wimoov.
<i>Attias-Assouline</i>	<i>Anne-Valerie</i>	Avocat fiscaliste, présidente de PwC Société d'Avocats.
<i>Aubert</i>	<i>Fabrice</i>	Ancien conseiller Action publique du Président de la République.
<i>Aussilloux</i>	<i>Vincent</i>	Directeur du département Économie de France Stratégie.
<i>Bakkouch</i>	<i>Radia</i>	Présidente de l'association "Coexister".
<i>Bérille</i>	<i>Luc</i>	Secrétaire général de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA).
<i>Bertossi</i>	<i>Christophe</i>	Directeur du Centre "Migrations et Citoyennetés" de l'Ifri.
<i>Bianco</i>	<i>Jean-Louis</i>	Président de l'Observatoire de la Laïcité.
<i>Blanchard</i>	<i>Pascal</i>	Historien.
<i>Cabanal</i>	<i>Jocelyne</i>	Secrétaire Nationale CFDT, en charge de la protection sociale de l'action et de la fonction publique.
<i>Cadene</i>	<i>Nicolas</i>	Rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité.
<i>Cagé</i>	<i>Julia</i>	Professeure d'économie Sciences Po Paris.
<i>Cazenave</i>	<i>Thomas</i>	Délégué Interministériel à la Transformation Publique (DITP).
<i>Cluzel</i>	<i>Sophie</i>	Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des Personnes handicapées.
<i>Dubos</i>	<i>Christelle</i>	Secrétaire d'État auprès de la Ministre de la Santé et des Solidarités.
<i>Dumont</i>	<i>Jean-Christophe</i>	Chef de la division des migrations de l'OCDE.
<i>Dussopt</i>	<i>Olivier</i>	Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics
<i>El Rhazoui</i>	<i>Zineb</i>	Journaliste.
<i>Enthoven</i>	<i>Raphaël</i>	Professeur de philosophie à Sciences Po Paris.
<i>Farré</i>	<i>Luc</i>	Secrétaire général de l'UNSA fonction publique.
<i>Finchelstein</i>	<i>Gilles</i>	Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès.
<i>Gros</i>	<i>Emmanuel</i>	Directeur général des services du Syndicat national des Directeurs généraux de collectivités.

Grosset	Jean	Questeur au Conseil Économique Social et Environnemental (CESE).
Hathroubi-Safsaf	Nadia	Journaliste, rédactrice en chef du mensuel Courrier de l'Atlas.
Kintzler	Catherine	Philosophe.
Koenig	Gaspard	Président de GenerationLibre.
Lage	Cyril	Co-fondateur de Démocratie Ouverte et Cap Collectif, Créateur de Parlement & Citoyens
Lenglart	Fabrice	Ancien commissaire Général Adjoint de France Stratégie
Laugier	Sandra	Philosophe, professeure de philosophie à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne
le Clézio	Philippe	Secrétaire confédéral de la CFDT, chargé de la fiscalité.
Levy-Waitz	Patrick	Président de la fondation “ Travailler autrement ”.
Lieb	Jean-Pierre	Avocat fiscaliste, Associé chez EY Société d'Avocats.
Maestroni	Myriam	Présidente-fondatrice "d'Économie d'Énergie".
Maffesoli	Michel	Sociologue, professeur émérite à l'université Paris-Descartes
Martel	Laurent	Conseiller Prélèvements Obligatoires auprès du Président de la République et du Premier Ministre.
Morvan	Serge	Commissaire général à l'égalité des territoires.
Neugnot	Michel	Président du groupe de travail “mobilités soutenables” des assises de la mobilité.
Oliva	Patrick	Président du groupe de travail “mobilités propres” des assises de la mobilité.
Pageot	Pierre	Directeur délégué à la transition écologique du Groupe SOS.
Pech	Thierry	Directeur général de Terra Nova.
Portier	Philippe	Secrétaire national de la CFDT, responsable de la politique du développement durable.
Regnier	Alain	Délégué interministériel à l'intégration des réfugiés.
Reynié	Dominique	Directeur général de la Fondapol.
Rosanvallon	Pierre	Historien et sociologue, directeur d'études à l'EHESS, professeur au Collège de France.
Schnapper	Dominique	Sociologue, directrice d'études à l'EHESS.
Seve	Frédéric	Secrétaire national de la CFDT en charge des questions de démocratie et de citoyenneté.
Shahsavari	Roohollah	Président de La Fabrique Singa.
Tubiana	Laurence	Directrice de la Fondation européenne pour le climat (ECF).
Vu	Brigitte	Ingénieur en efficacité énergétique des bâtiments.

#NosIdéesPourLaFrance

RESTITUTION